

Réforme territoriale

La droite veut mettre au pas les collectivités qui lui échappent, et en faire des relais de sa politique ultralibérale. Un véritable déni de démocratie dont les premières victimes seront encore une fois les populations.

P 4

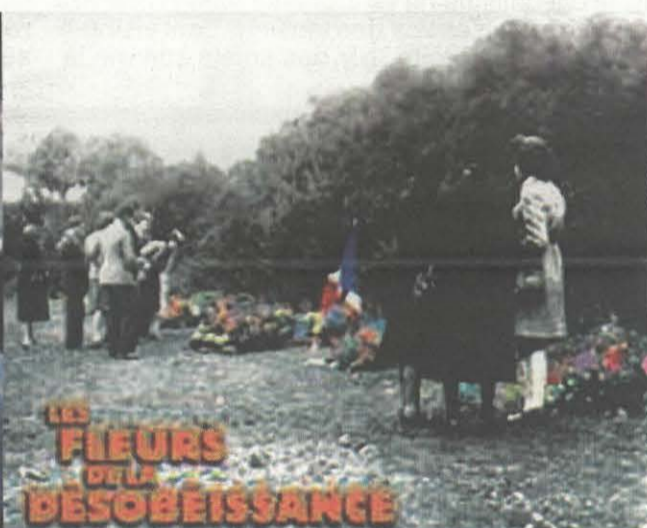
Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 878

22 octobre 2009

prix: 0,70 €



**Aujourd'hui comme hier
RÉSISTER SE CONJUGUE
AU PRÉSENT !**

Notre dame des Landes

Les communistes échangent et argumentent leur soutien au transfert de l'aéroport.

P 3

Ils luttent pour nous nourrir

Jean-Noël le Bossé, producteur de lait, témoigne de l'actualité de la lutte des agriculteurs français qui se poursuit après plusieurs mois de mobilisations.

P 5

Chute du Mur de Berlin

Marc Ferro livre un ouvrage utile qui, vingt ans après, offre un éclairage synthétique sur l'un des plus grands bouleversements de l'histoire contemporaine.

P 6

Elus communistes



L'élue de Bouguenais Valérie Villemaine revient sur les journées de

l'Association Nationale des Elus Communistes et Républicains auxquelles elle a participé.

P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!

Pour tout renseignement: 02 40 35 03 00

L'actualité politique...

EN BREF

République bananière

Est-il possible d'avoir un regard critique sur le Gabon ou autre pays africain quand à Paris des pratiques similaires s'étalent au plus haut niveau de l'état ? **Vraiment les méthodes de Nicolas Sarkozy sont répugnantes. La France ne peut accepter cette nouvelle forme de monarchie.** La Défense peut-être « le diamant de l'ex petit maire de Neuilly » mais le grand Paris a besoin d'autres pratiques politiques.



La bande de godillots

Il n'y a bien que Laurence Parisot et quelques cireurs de pompes du Président pour trouver la nomination de Jean Sarkozy positive. **Même dans les rangs de la majorité, « l'affaire » provoque indignation et conjugue un sentiment de provocation et de mépris de la démocratie politique.**

La baisse de la TVA

C'était plus que prévisible la baisse de la TVA dans la restauration a fini dans la poche des restaurateurs. Sarko récolte seulement ce qu'il a semé. Mais le plus scandaleux dans l'affaire c'est ce responsable patronal de la profession qui répond sans gêne que les clients n'ont qu'à changer de restaurant s'ils ne sont pas satisfaits des prix. **Changez de voyou, et cherchez la différence...**

Courant Alternatif

Dans un communiqué vaguement perfide envoyé à la presse, les alternatifs 44 s'adonnent aux joies de l'analyse de texte dans la plus parfaite mauvaise foi en commentant le point de vue de Gilles Bontemps paru dans notre dernière édition.

Ainsi, les communistes de Loire-Atlantique seraient résignés et soumis à « l'hégémonie du PS » et auraient dorés et déjà décidé de partir derrière Auxiette lui-même accusé de vouloir construire un « front républicain » allant jusqu'au MODEM. **Mieux, le contenu de la dernière livraison des Nouvelles de Loire-Atlantique serait de nature à « torpiller les débats nationalement en cours entre les partis de l'autre gauche ».** Rien que ça ! On savait les petites formations propices à l'épanouissement du fantasme politique mais là, les alternatifs 44 touchent le pompon.

Les communistes qui se livrent actuellement à un débat de fond sur le projet et les stratégies à mettre en œuvre pour les régionales apprécieront certainement.

Mais puisque les alternatifs se découvrent une vocation nouvelle à donner des leçons de rassemblement, qu'il nous soit permis de rappeler simplement que leurs quelques centaines d'adhérents avaient choisi pour les élections européennes de ne participer... à aucun rassemblement et de ne soutenir aucune liste.

Avec des rassembleurs comme ça... Le capital tremble déjà.

Point de vue

par Pedro MAIA

Après le succès de la consultation citoyenne sur le statut de La Poste, la droite criait sur tous les toits que la question posée était fallacieuse puisque en aucun cas le gouvernement n'avait l'intention de privatiser l'entreprise publique. Pour Christian Estrosi, le vote s'est déroulé dans des conditions « discutables », il aurait pu ajouter « historiques » tant le nombre de votants (plus de 2 millions) dépassa toutes les attentes. **La droite met les œillères du pouvoir pour ne pas regarder la réalité des oppositions et du mécontentement populaire. Elle persiste dans ses orientations politiques et économiques.** Preuve en est, le

budget national 2010 présenté par le gouvernement : cadeaux et exonérations à tout va pour les entreprises et les fortunés dans la case « dépenses », taxation du travail et de la protection sociale, moins de services publics, moins de moyens pour les collectivités locales dans la case « recettes ». **Alors que le monde du travail et les jeunes souffrent du chômage et s'inquiètent pour l'avenir de l'emploi, que le bas niveau des salaires et des pensions rend la vie de plus en plus chère, Sarkozy Nicolas, Jean et leurs copains se rendent des services sans vergogne.** Les grandes manœuvres politiques et économiques ont remplacé les beaux discours sur la moralisation du capitalisme, eux aussi le savaient : le capitalisme ne se moralise pas ! Cela vaut-il durer ? Des malaises voir des tensions sont visibles dans les rangs de la droite, sur des sujets comme la

réforme des collectivités, la dette ou bien le statut de La Poste. **A gauche on se reparle, on discute idées, contenus de gauche, alternative pour trouver des convergences et élaborer des propositions communes, les ateliers de la gauche lancés par le PCF en sont le point de départ.** Les débats



et les rencontres de la fête de l'Humanité y sont pour quelque chose. La gauche a donc des atouts pour battre la droite lors des prochaines élections à commencer par les régionales de mars, à condition qu'elle rassemble toutes ses forces et ne s'engage pas dans des aventures propices aux divisions, aux échecs et aux cris de victoire de la droite. **La gauche, toute la gauche a la responsabilité de ne pas laisser la droite s'emparer de points de résistance que sont les conseils régionaux. Cela ne peut se faire qu'avec un projet, des propositions répondant aux aspirations populaires et au service d'un rassemblement clairement ancré à gauche. C'est ce à quoi veulent contribuer les communistes en organisant un débat interne respectueux et en agissant sans relâche pour le rassemblement le plus large à gauche.**

« Agir sans relâche pour le rassemblement le plus large à gauche »

L'ARNAQUE !

Sarkozy avait annoncé fin 2008, urbi et orbi, son arme anticrise : le fonds stratégique d'investissement. **« Mettons l'argent public pour le travail » avait annoncé le matamore de pacotille, certes devant un public plus que complaisant, 5 000 patrons de PME.** Un comédien cynique, même pas digne de la comedia dell'arte dont on voit la concrétisation des promesses : tandis que l'Etat boursicote, que l'argent continue à abonder dans le sens de la spéculation, les salariés font les frais de logiques financières scandaleuses. Les exemples abondent malheureusement montrant que ce fond stratégique d'investissement dont les capitaux exclusivement publics, financent la suppression de milliers d'emplois dans notre pays. Sur

place, dans les entreprises, le vacarme du scandale commence à parasiter la complainte des licenciements.

En clair, que recouvre ce FSI (fonds stratégique d'investissement) ? Prenant la forme d'une structure privée détenue à 49% par l'Etat et à 51% par la Caisse des dépôts et consignations, le fond, créé il y a un an et doté d'une force de frappe de 6 milliards d'euros de cash et de 14 milliards d'actifs, a investi dans une vingtaine d'entreprises pour 700 millions d'euros. Le chef de l'Etat avait affirmé que ce fond devait apporter des capitaux aux entreprises « stratégiques ». Le problème c'est que ce fond n'a en rien servi à maintenir et à développer l'emploi. **Pour les communistes, un véritable débat s'impose sur une exigence : que les investissements permettent le développe-**

ment économique. Une exigence que porte également sur le plan syndical la CGT.

Le problème aujourd'hui c'est que l'Etat est moins que regardant sur l'utilisation de l'argent. Les entreprises se pressent au portillon des aides publiques. Pour elles, c'est tout bénéfice ! Les communistes, quant à eux, mènent campagne, dans le cadre des élections régionales, pour des fonds régionaux en faveur de l'emploi et de la formation. Il faut sortir de la spéculation financière. Il faut mobiliser tous les leviers qui pourraient orienter le crédit des banques vers les projets créateurs d'emplois et de formation. **Les communistes proposent d'aller vers la mise en place d'un fond régional alimenté par une dotation budgétaire du conseil régional prenant en charge tout ou partie des intérêts des crédits**



des entreprises (des PME) pour leurs investissements réels au service de programmes d'emplois bien rémunérés avec de bonnes formations. Celui-ci s'adosserait à la Commission Régionale d'évaluation et de suivis des aides publiques obtenues par les élu-e-s communistes dans le mandat actuel au conseil régional des Pays de la Loire.

De vous à moi...

Chacun d'entre nous A en mémoire ce jeu bien de chez nous « Jacques a dit ». Il s'agit non pas de savoir ce que Jacques va faire mais tout simplement de savoir ce qu'il a dit. Et bien, mes chers amis, ce bon vieux jeu vient bien d'être délocalisé vers les pays du froid, là où se décide, dans des salons feutrés et fermés, les très respectueux prix Nobel. Ces dernières décennies avaient vu quelques dérapages politico-intéressés mais ... cette année ce n'est pas sur l'acte mais sur l'intention que le prix Nobel de la paix a été attribué à Barack Obama. Une première.

IL A DIT qu'il va diminuer le nombre de soldats en Irak, mais dans le même temps il décide d'envoyer 13 000 américains en plus en Afghanistan.....

IL A DIT qu'il voulait rompre avec les méthodes musclés de BUSH, mais il garantit l'impunité aux agents de la CIA dans les pratiques « d'interrogatoires poussés », et les « traitements d'exception » resteraient de règle.

IL A DIT que Guantamo serait fermé, mais ce centre inqualifiable est toujours en activité....Etc...

Si maintenant il s'agit seulement « de dire » pour avoir le Nobel, j'en connais, comme vous, un paquet qui doivent tirer la langue sans comprendre pourquoi ils ne sont pas encore sur la liste des décideurs suédois.

Y.C.

**VITE LU
VITE DIT**

Rencontre entre les forces de gauche en Pays de la Loire

Le comité régional des pays de la Loire du PCF a engagé plusieurs rencontres à gauche, en présence de représentants de chaque fédération.

En septembre, une première rencontre avait eu lieu avec le PS au niveau régional.

En Octobre, c'est une délégation régionale du PG qui a rencontré les communistes.

Une rencontre du même ordre avec les Verts est déjà prévue et d'autres sont en discussion.

Autant de réunions qui permettent aux partis de confronter les points de vue et aux communistes de disposer d'éléments précis pour leurs débats internes.

68èmes commémorations de Châteaubriant

« Les exécutions de nos camarades et amis des 21 et 22 Octobre 1941 ont galva-



nisé toutes les résistances non pour la vengeance mais pour l'édification d'une société parce que la résistance était porteuse d'une vision de société et elle demeure plus que jamais d'actualité », c'est en ces termes que Guy Texier, secrétaire du comité départemental du souvenir présentait l'enjeu de ces 68èmes commémorations à l'occasion de la veillée du souvenir de Nantes. Durant tout le week-end, c'est l'actualité d'un combat qui a dominé les commémorations. A Châteaubriant, c'est entourée d'enfants

des écoles de la commune qu'Odette Nilès a lancé un émouvant appel à l'action

« avec la jeunesse pour barrer la route aux nostalgiques du fascisme » pour « faire honneur » aux 27 tombés le 22 Octobre 1941 parmi lesquels le jeune Guy Môquet.

Après s'être recueillie devant les portraits des 27 avec le député européen et directeur de l'Humanité Patrick Le Hyaric, Marie George Buffet, rappellera dans son intervention que « la désobéissance est plus un droit qu'un devoir quand les ordres donnés par les pouvoirs publics sont

contraires à la devise de notre République: Liberté, Egalité, Fraternité. ».



Et la secrétaire nationale du PCF de témoigner de la vivacité des luttes en cours, celles des sans-papiers, celles des cheminots, celles pour la défense des services

publics, de l'école, du système de santé, ou encore des droits des femmes. Pour la députée de Seine-Saint-Denis, il y a

urgence à « libérer les droits, à donner de nouveaux pouvoirs aux élus et aux citoyens » face à une Vème République à bout de souffle. « cela appelle une République sociale où les salariés pourront défendre leurs droits et participer à la gestion des entreprises. ».

C'est un spectacle d'une grande qualité mobilisant près de 200 comédiens et plusieurs véhicules d'époques qui conclura les 68èmes



commémorations avec pour thème la résistance en pays de châteaubriant sous un soleil chaleureux.

De quoi, à nouveau, interroger l'avenir avec en mémoire le sang des fusillés de 1941 mais surtout la vivace actualité de leurs combats



■ Aéroport Notre dame des Landes

Gilles Bontemps « Au-delà de la polémique, il y a les chiffres et les faits

Depuis que le feu vert à la construction de l'aéroport a été donné, les opposants se font entendre, avec les élections régionales en point de mire. « Celles et ceux qui, depuis sept ans, ont animé la concertation, (16 réunions publiques, 7400 participants, 170 heures de débats...) se font plutôt discrets. Du coup « on entend tout et son contraire sur le projet » constate Gilles BONTEMPS, vice président de la région des Pays de la Loire, venu, le 7 octobre, à Saint-Nazaire, animer, à leur demande, une réunion d'information auprès des communistes de la région nazairienne, de la Brière, de la Presqu'île et des Pays de Retz.

Certains, prétendent que nous construisons « un nouvel aéroport » alors qu'il s'agit du transfert de Nantes-Atlantique. Ils qualifient le projet de « pharaonique » mais L'INSEE prévoit un taux de croissance de la population de +16 % par an pour la seule communauté d'agglomération de Nantes Métropole qui compte déjà 600 000 habitants et une forte pression démographique sur le Grand Ouest pour les quinze ans à venir... « Quand on gère on doit savoir anticiper ! Vous en savez quelque chose, vous qui empruntez le Pont de Saint-Nazaire ! Il aurait dû, dès le départ, être construit

à quatre voies ! ». Le vice président délégué aux transports insiste sur la sécurité des habitants. « Chaque année, 10 000 avions survolent à très basse altitude des zones très densément peuplées et 42 000 personnes sont victimes du bruit ». Construire une nouvelle piste orientée est-ouest, pourquoi pas ? Cela peut, à première vue, paraître séduisant malheureusement toutes les études montrent que ce n'est « pas viable ». Outre le coût estimé à 540 millions d'euros, cela ne résout rien. Les avions continueraient de survoler l'agglomération. Un lycée, deux collèges, deux écoles se trouveraient sur la trajectoire de décollage et d'atterrissage. « Notre-Dame-des-Landes, lui, sera conçu de telle manière qu'aucun bourg ne sera survolé (une des deux pistes a été redessinée pour tenir compte des critiques émises lors des réunions publiques)... A l'ouverture, 845 personnes seront exposées au bruit et si la capacité de 9 millions de voyageurs est un jour atteinte, jamais plus de 2700 personnes seront concernées ». Les arguments sur l'impact environnemental du nouvel équipement sont également sérieusement ébranlés par l'intervenant. D'abord parce que cet aéroport international participera activement au désenclavement de la Bretagne. Il sera relié par le train,

dès l'ouverture, à Nantes avant de l'être à Rennes aux horizons 2025. Ensuite, parce que sa construction permet d'accélérer la réalisation de la ligne à grande vitesse Brest-Rennes- le Mans- Paris et rend nécessaire la modernisation de la voie ferrée entre Nantes et Bordeaux, ce qui est loin d'être un luxe ! « Cet aéroport sera le premier de France à bénéficier du label haute qualité environnementale » rappelle Gilles BONTEMPS. Traitement des rejets du site, prélèvement et réintroduction de la faune dans des zones préservées, figurent parmi les mesures de compensation. « 41 millions d'euros seront consacrés à la protection de l'environnement ce qui représente pas loin de 10% du coût du projet ». Un accord conclu avec la chambre d'agriculture prévoit que les exploitants concernés seront indemnisés ou réimplantés à proximité. 47 exploitants sont concernés, 11 doivent être déplacés. « Tout se fait au cas par cas » insiste l' élu. La fermeture de l'actuel aéroport permettra également de contenir l'étalement urbain de Nantes Métropole en libérant 300 hectares pour du logement, des activités et commencer à concrétiser le projet de forêt urbaine de l'intercommunalité. « Sans compter que le lac de Grand Lieu, espace protégé, retrouvera le calme et la sérénité ».

■ Les communistes lancent leurs débats sur les élections Régionales

Les communistes ont décidé de prendre le temps du débat. D'abord en partant du bilan des élus communistes régionaux et de la majorité de gauche, puis en débattant du projet qu'ils souhaitent mettre en œuvre, les quelques 160 militants communistes réunis en assemblée générale, à Nantes et à Saint-Nazaire, en présence de plusieurs élus régionaux communistes ont d'abord voulu réaffirmer que la décision leur appartenait et qu'ils ne céderaient à aucune pression, qu'elle vienne du parti socialiste, du parti de Gauche ou encore de diverses formations d'extrême gauche.

Premier constat, le bilan du groupe des élus communistes dans la majorité de gauche semble faire consensus chez les militants. Dès lors, c'est la question du projet et de la manière de le mettre en mouvement qui pose question. Dans un contexte où la crise du capitalisme touche de plus en plus durement les salariés et les familles populaires des pays de la Loire, les communistes veulent être des artisans du rassemblement sans en rabaisser sur leur identité.

Bien sur, ce sont les frontières du rassemblement qui font débat. Si l'expérience du Front de Gauche aux élections européennes est jugée positive,

il s'agit désormais de dépasser ses limites dès lors que les communistes ont décidé lors de leur 34ème congrès « la construction d'un Front progressiste et citoyen » avec pour objectif « une union de forces politiques de gauche déterminées à construire dans notre pays une majorité de changement. » avec pour y arriver « une construction unitaire permanente avec des cadres, des fronts, des alliances adaptés aux contenus portés et aux échéances affrontées ».

C'est donc dans ce cadre que les débats se poursuivent, dans le débat interne et dans une confrontation de projet avec l'ensemble des autres forces de gauche. Déjà, c'est l'ensemble de la gauche, du PG au PS qui participe aux ateliers nationaux sur le projet proposé par le Front de gauche.

Un conseil national fin octobre devrait décider de « l'offre nationale des communistes » et, à la suite des conférences régionales, l'ensemble des adhérents communistes seront consultés à la mi novembre dans les régions pour déterminer leur stratégie.

Les communistes prennent donc le temps du débat, de l'élaboration et de la confrontation d'idées et semblent déterminés à ne déléguer à personne leur souveraineté, à décider de leur projet et de leur stratégie.

Le dossier.

Réforme territoriale

La droite veut faire des collectivités des relais de sapolitique ultralibérale

Lancée il y a plus de dix-huit mois par Sarkozy, la réforme des collectivités territoriales arrive ces jours-ci au Parlement.

Sachant l'exercice périlleux, car bousculant l'organisation même d'institutions qui se sont construites en plusieurs siècles, la droite a installé préalablement à la réforme le « comité Balladur », chargé de déminer le terrain. Non pluraliste, composée d'experts et de représentants de l'UMP et du PS, celle-ci a fait 20 propositions, dont est issu le corps du projet de loi.

S'appuyant sur des arguties maintes fois ressassées, le coût « exorbitant » du fonctionnement des collectivités, la complexité du « mille feuilles » administratif, le trop grand nombre d'élus, la droite cherche en réalité à reprendre la main sur les politiques locales, quitte à, de nouveau, fausser le jeu démocratique.

Si la réforme était votée en l'état, on assisterait à une recentralisation de l'organi-

sation de la République, sans précédent depuis le XIX^{ème} siècle. Avec la fin de la clause de compétence générale pour les départements et les régions, ce serait le corsetage des élus locaux et la fin de nombre de politiques sociales, telle la gratuité des manuels scolaires mise en place depuis 2004 par la région. Alors que seulement 20% des dépenses de ces deux échelons territoriaux concernent des champs

Une recentralisation du pouvoir sans précédent depuis le XIX^{ème} siècle

réellement mixtes entre ces deux collectivités, on comprend très bien que la nécessité de faire des économies n'est qu'un prétexte. Ainsi les départements et les régions n'auraient plus

que des compétences spécifiques, les autres étant soit pilotées par de nouveaux établissements publics qui pourraient être pilotés par l'Etat, soit confiées au privé. Ce qui, au final, restreindrait le domaine des politiques publiques. On comprend mieux pourquoi la droite n'hésite pas à tailler dans les recettes des collectivités, avec la suppression de la taxe professionnelle par exemple, puisque celles-ci vont être amenées à réduire leur champ d'action et leurs investissements.

Le projet de loi veut aussi exhorter la fusion de collectivités. C'est ainsi qu'est ouvert la possibilité de fusions entre départements et régions, entre régions elles-mêmes, ainsi qu'entre communes pour créer des « communes nouvelles ». Alors que le maire est l' élu plébiscité dans les enquêtes d'opinions, ce qui traduit chez la majorité des français un désir de proximité, ces différentes fusions ne feraient qu'éloigner les



citoyens des centres de décisions.

Enfin, le projet de loi propose de créer un nouveau « corps » d'élus, les conseillers territoriaux, siégeant à la fois à la région et au département. Ceux-ci seraient élus sur un scrutin uninominal dans les zones rurales, favorisant ainsi le bipartisme, et sur un scrutin de liste dans les zones urbaines. Ceci avec l'objectif de diminuer par deux le nombre d'élus.

Dans un contexte où les politiques sociales jouent un rôle d'amortisseur face à la crise, nombreux sont à gauche, mais aussi chez les élus locaux de droite, à dénoncer la perte d'indépendance que constituerait pour les collectivités locales l'adoption de cette réforme. Les parlementaires communistes et l'ANECR sont à l'origine de propositions pour engager une réforme territoriale qui adapte les collectivités aux nouvelles nécessités démocratiques et qui leur donne réellement les moyens de mener, en coopération entre elles et avec l'Etat, des politiques répondant aux aspirations des populations.

Le débat qui vient de commencer au sénat, va se poursuivre tout au long du dernier semestre 2009. Il est à parier, à la vue du mécontentement qui monte, jusque dans les allées du palais du Luxembourg, que le projet de loi peut être largement modifié par le Parlement.

Nicole BORVO, Présidente du groupe CRC-SPG du sénat

Avec la réforme territoriale, mais aussi un projet comme le Grand Paris concernant l'Ile-de-France, on semble revenir à une conception très centralisée de la République. Qu'en penses-tu ?



Ce projet scelle la fin de la décentralisation et fait place à un étatsisme disparu depuis longtemps : l'Etat ne payera plus, mais il pilotera tout. Le projet de Grand Paris pousse la logique au maximum. Déjà, le pouvoir fait du niveau régional le premier éche-

lon décentralisé de son administration en lieu et place du département avec un pouvoir hiérarchique des préfets de région sur ceux de département. Il retire aux collectivités les moyens d'agir, en supprimant la taxe professionnelle et la « compétence générale » des départements et régions.

Quant à la création de conseillers territoriaux et la possibilité de fusion de départements et régions, elles auront pour conséquence à terme la disparition des départements et une diminution du nombre des régions.

Développer la démocratie participative et les coopérations entre territoriaux

Que proposent les parlementaires communistes pour engager une réforme territoriale qui soit au service des populations ?

L'Etat doit assurer sa responsabilité en matière de services publics (école, santé, logement...). Il est le garant de l'égalité sur tout le territoire et doit cesser de transférer aux collectivités la charge de réponses nationales.

Il faut engager une réforme des finances locales avec une imposition des ménages qui soit juste, donc progressive, et non pas supprimer la TP mais élargir la contribution des entreprises à leurs actifs financiers.

Les collectivités doivent développer en grand la démocratie participative. Elles ont tout à y gagner dans la proximité entre citoyens, élus et agents territoriaux, notamment dans la mise en œuvre de leurs politiques propres (compétence générale à maintenir absolument).

Nous sommes pour des coopérations sur des projets et dans le respect des choix des collectivités et des citoyens (consultation des assemblées élues et référendum).

Ils ont dit :

Hubert DELAHAIE, Conseil régional des Pays de la Loire



Notre Région vote un budget d'environ 1 Milliard d'€ chaque année. La fiscalité directe et indirecte représente 30 % des recettes. C'est la part d'impôts

fixée par les conseillers régionaux. Réforme Balladur, suppression de la Taxe Professionnelle et de la Taxe sur le Foncier Bâti priveraient la collectivité de 228 millions d'€, remplacés au départ par des compensations de l'Etat ou des taxes peu évolutives. Les élus régionaux n'auraient aucune possibilité d'intervention sur ces compensations. Au final, 90% des recettes échapperaient aux élus du peuple et dépendraient du budget de l'Etat

dont le déficit atteint des sommets. Les conséquences seraient un nouveau transfert de la fiscalité des entreprises vers les ménages, un affaiblissement des investissements de la région pour les citoyens et les territoires et une mise sous tutelle de la région par l'Etat sarkozyste.

Une Région sous tutelle et asphyxiée.

Marc JUSTY, Président de l'ADECRA 44



Avec la réforme territoriale, la droite veut dessaisir les citoyens et les élus locaux des choix en matière de politique locale. En supprimant la clause de

compétence générale des collectivités territoriales, elle veut les empêcher de pouvoir mener des politiques de proximité, en grande partie sociales, qui sont utiles aux

populations. Additionnée à celle de la taxe professionnelle qui va grever les finances des collectivités, la réforme des collectivités territoriales a en réalité pour but d'amoinrir les politiques publiques.

C'est une attaque en règle contre la démocratie locale. Les élus communistes et républicains non seulement combattent cette réforme, mais veulent rassembler largement les élus et les citoyens pour une réforme ambitieuse liant développement de la démocratie et réponses nouvelles aux besoins des populations.

Une attaque contre la démocratie locale

PRENONS NOTE...

Le ciel n'est pas à vendre

La Une et une page pleine du Figaro ont récemment ciblé et critiqué le contrôle aérien, ce qui a provoqué des remous dans la profession. NLA a rencontré des professionnels qui, soumis à l'obligation de réserve ont souhaité garder l'anonymat. Ces aiguilleurs du ciel du Grand Ouest (le ciel nantais et plus largement des Pays de Loire est géré principalement par la tour de Nantes et par le centre de contrôle de Brest) reconnaissent que « le sujet est passionnant » mais de là à en faire de pleines pages dans le quotidien de Serge DASSAULT « **que cela cache-t-il ? Que cela prépare-t-il ?** » Après l'échec de la militarisation (accident dans le sud de notre région lors d'une reprise antigivre, dans les années 1980) les contrôleurs aériens travaillent dans le cadre de services publics type fonction publique « et ils y tiennent ». Les aiguilleurs du ciel sont maintenant une profession où les femmes ont trouvé leur place sans que cela pose problème même si le Figaro semble en prendre ombrage. « **Le travail s'organise autour de l'équipe, on s'épaule, se complète, s'entraide tout cela pour bien sûr gagner la sécurité maximale.** L'analyse du moindre incident et une formation de qualité se sont développées ». Le contrôle aérien français, s'il est souvent soumis à des pressions pour le transformer à la mode libérale, reste aujourd'hui une très bonne référence pour tous les programmes européens. Cependant, un débat existe sur son devenir proche dans un regroupement multinational. L'USAC-CGT, syndicat de cette branche, prône quant à lui « une association de coopération baptisée dans le jargon anglo-saxon Co-op model ». « Le ciel n'est pas à vendre » affirmait la banderole de son congrès national qui s'est tenu à Saint-Nazaire.

Le Conseil Général diminue ses aides aux plus démunis

Le département vient de réduire l'aide sociale au plus démunis. Les associations et les travailleurs sociaux sont légitimement inquiets car 14 000 personnes qui bénéficient de l'aide à la subsistance ont vu leur allocation baisser de moitié. Une « adaptation des aides sociales et des modalités d'attribution » qui, selon Alain ROBERT, Vice président délégué à la solidarité et à l'insertion, s'explique par l'importance des sommes versées (5,12 millions d'euros soit +74% entre 2004 et 2008) mais qui pénalise et fragilise encore un peu plus des familles qui sont déjà dans une extrême précarité.

Nantes : contre l'homophobie

Les agressions homophobes se multiplient à Nantes y compris. Vendredi 2 octobre, 200 personnes ont manifesté contre l'homophobie. A l'appel du centre nantais lesbien, gay, bi et trans, elles ont dénoncé la bêtise et la haine qui font des dégâts. « Etre gay, c'est normal ! » : a-t-on entendu. Et pourtant, encore aujourd'hui :



« l'homophobie exclut et l'homophobie blesse » que ce soit dans la vie quotidienne, au travail ou pour louer un logement. Ce rassemblement avait pour but

« d'alerter les pouvoirs publics, de sensibiliser l'opinion et d'encourager les victimes à déposer plainte ».

Nantes : contre l'homophobie

Comme chaque année, depuis 2005, c'est un cortège impressionnant de dignité qui a défilé, samedi 10 octobre dans le 8ème arrondissement de Paris, pour dénoncer le scandale de l'amiante qui fait 3000 morts chaque année et réclamer un procès pénal des responsables. Environ 4000 anciens travailleurs touchés par l'amiante, mais aussi veuves et orphelins, venus des quatre coins du pays dont nombreux de Loire Atlantique, ont répondu à l'appel de l'association nationale des victimes (ANDEVA) dont le président est le trignacais Alain GUERIF.

« Femmes plurielles » à Saint-Joachim



Les 2,3 et 4 octobre, l'association « Femmes Solidaires » organisait le festival « Femmes Plurielles » au cœur de la Brière. Originalité de cette manifestation, « donner la parole à des artistes féminines locales, permettre au public d'intervenir et de participer » souligne Véronique MAHE, une des animatrices du week-end.

Les 200 personnes rassemblées à l'église, le vendredi soir, purent ainsi entendre la chorale des amateurs briérons chanter « a capella » en prélude aux Gospels et autres Negros Spirituals du Dana Quartet souvent repris en chœur par la salle. Plus grave, le débat du samedi après midi, sur l'excision des petites filles en Ethiopie et le combat qu'ont entrepris des « mères courage » pour soustraire leurs enfants à la tradition. Aïcha qui revenait du pays des Afars et Lauryane PICAUD, la responsable départementale de « Femmes Solidaires » ont expliqué l'importance des « marrainages » pour des filleuls qui, avec quelques euros par mois peuvent aller à l'école, manger à leur faim, sortir de l'engrenage infernal. Trois marrainages ont été réalisés Chants, sangria et tapas, le samedi soir, théâtre le lendemain. De quoi nous faire sincèrement regretter, comme l'a fait, la présidente de l'association, Françoise ROMAND, que « privé de l'aide de la municipalité pour cause de restrictions budgétaires », le festival risque de disparaître l'an prochain.



Erika : l'affaire qui tache



Le procès en appel du naufrage du pétrolier à l'origine d'une vaste marée noire qui avait pollué 400 kilomètres de côtes en 1999, a débuté à Paris. Le groupe Total conteste sa responsabilité. Jusqu'au 18 novembre, six prévenus - personnes physiques et morales - vont se relayer à la barre pour répondre de leur responsabilité dans cette catastrophe. Quatre personnes avaient été condamnées en première instance, le 16 janvier 2008, après sept années d'enquête et de procédures complexes. **Le groupe Total, affréteur du navire, avait été « convaincu d'imprudence », pour n'avoir tenu compte ni de l'âge du bateau - vingt-cinq ans - ni de la « discontinuité de sa gestion technique et de son entretien ».** Il avait écopé d'une amende de 375 000 euros. Il les conteste en appel, évoquant « un vice caché du navire » dont il n'avait pas connaissance. La société de certification

italienne Rina, à qui la justice a reproché d'avoir renouvelé précipitamment le certificat du navire a, elle aussi, essuyé la peine maximale : 375 000 euros. Giuseppe SAVARESE, l'armateur, et Antonio POLLARA, le gestionnaire, avaient l'un comme l'autre été condamnés à une amende de 75 000 euros. **Tous avaient également dû verser solidairement 192 millions d'euros de dommages et intérêts, au titre du préjudice écologique engendré par la catastrophe.** Une première qui en a cependant laissé certains sur leur faim. D'abord, parce que c'est l'Etat qui a empêché l'essentiel de la somme : 154 millions d'euros. Les collectivités, elles, n'ont touché que 500 000 euros en moyenne. Or, certaines estiment aujourd'hui que les frais engagés pour le nettoyage des plages ou des falaises sont beaucoup plus élevées, frisant parfois les 5 millions d'euros.

Alexandre, Damien, Éric... continuent de se battre

Du haut de leurs palais, des sièges capitonnés des banques, de la commission de Bruxelles ou du G20, les puissants sont désormais obligés de pérorer sur l'indispensable « régulation économique » mais ils ne font rien pour changer, tout au contraire. C'est sur cette trame ultra-libérale promue par le traité de Lisbonne qu'est désormais sacrifiée une agriculture que l'on croyait à l'écart du phénomène de délocalisation, de marchandisation, de spéculation. **L'utilité des paysans, leur belle vocation qui est de nourrir leurs semblables, est bafouée, saccagée, anéantie. Non seulement, ils n'arrivent plus à nourrir leurs familles mais chaque jour qui passent, ils perdent de l'argent. Quel est ce monde abominable où les paysans crèvent ici, quand un enfant meurt de faim, toutes les cinq secondes, là-bas!**

Le 2 octobre dernier, impressionnant! Plus de 1500 producteurs de lait rassemblés avec un millier de tracteurs à Mésanger (près d'Ancenis) pour faire pression sur le conseil extraordinaire des ministres Européens (notre photo). Après 8 mois de luttes, d'initiatives tout azimut, rien n'y fait, même les nombreux épandages de lait illustrant le profond désespoir de la profession. La présidence Suédoise réaffirmait, le 5 octobre, vouloir davantage de libéralisation du marché laitier et la commissaire Marianne FISCHER BOEL refusait toute idée de hausse du prix du lait. **Que dire de cette organisation syndicale paysanne toute aussi éloignée des préoccupations de sa base, bien trop ancrée dans les rouages de l'Etat et des instances décisionnelles Européennes pour ne pas porter la responsabilité de cette situation ? Que dire du Grenelle de l'environnement alors que cette crise**



laitière, qui impose un prix bas aux producteurs, accompagnera la poursuite de l'industrialisation de l'agriculture et ses conséquences sur l'environnement et sur le renouvellement de la profession ? Pendant ce temps, Alexandre, Damien, Éric... récemment installés sur les perspectives d'un prix du lait proche de 400 euros les 1000 litres sont rattrapés par la faillite. Ils continuent de se battre pour une réelle maîtrise de la production. Ils la gagneront aux côtés de la Confédération Paysanne, de la Coordination Rurale, de l'APLI et de l'EMB... Ceux-là ne les ont pas oubliés !

Jean-Noël LEBOSSE
Producteur de lait

Evènements, culture, idées.

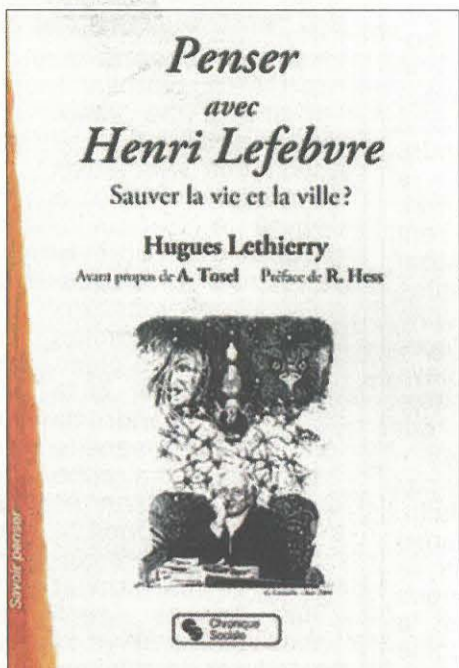
Penser avec Henri Lefebvre d'Hugues Lethierry

Il y a juste un an, nous soulignons ici même l'actualité de la pensée d'Henri Lefebvre (voir NLA n°849). Depuis, elle s'est confirmée d'abord par la publication d'un livre intéressant de Laurence Costes sur "le Droit à la ville"(1). Avec ce nouveau livre, Hugues Lethierry propose aujourd'hui une nouvelle biographie d'Henri Lefebvre (1901-1991), dans un style tout personnel qui lui permet de réussir parfaitement cette gageure : présenter de manière abordable un penseur réputé difficile, mais sans rien céder sur le fond, en faisant preuve d'une culture marxiste sans faille et d'une érudition philosophique impressionnante.

Extrait de l'Avant-Propos d'André Tosel

« Hugues Lethierry assume sa subjectivité et donne ce qu'il nomme avec humour une égobiographie, mais son égo n'est jamais envahissant et ne tire pas la couverture à lui. Cet égo c'est en fait celui d'un "nous", celui des intellectuels qui ont voulu se frotter au monde tel qu'il était et où la pensée-Marx était opératoire : il est celui de l'enseignant de pédagogie et du militant qui dut vivre le reflux et

l'échec du communisme soviétique et l'effacement médiatique des marxismes et qui apprit cependant de Lefebvre, plus que l'art de résister, l'art et le



teur, donner une idée d'ensemble d'un parcours singulier, étonnant et plein de rebondissements, celui d'un lutteur aussi souple et autocritique que ferme sur ses espérances de communiste. Lethierry guide son lecteur dans cette excursion au sein de ce volcan toujours en éruption, la vie et la pensée de celui qui fut en fait avec Althusser le plus important des marxistes français du siècle et un inventeur de problématiques. Il veut nous donner envie de lire et de le repenser, c'est-à-dire de penser avec ce dernier comme ce dernier sut penser avec les autres »

Extrait de la Préface de Rémi Hess

"Le travail d'Hugues Lethierry m'apparaît du plus grand intérêt, car il se situe au niveau du mouvement général du penseur et non dans un secteur, un domaine, un moment particulier de son œuvre... Entre 1988 et 2009, il n'existait pas de livres de synthèse dans la langue de Lefebvre ! Grâce à cet ouvrage d'Hugues Lethierry sur **Penser avec Lefebvre** cette année s'annonce comme une rupture : un grand cru des études lefebvriennes françaises, puisque plusieurs rééditions de Lefebvre sont annon-

cées, ainsi que plusieurs livres sur son œuvre (...). Hugues Lethierry n'est pas de ceux qui ne veulent rien devoir à personne. Il travaille. Il cite ses sources. Lui est un scientifique. Il fait une enquête (...). Il ouvre une voie. Il faut le suivre et prolonger sa recherche en France, car c'est chez nous que se trouvent beaucoup de traces du travail lefebvien, encore que, comme il le souligne, la paroisse de Lefebvre, c'est le mondial !... En cette période de crise, de mutation sociale profonde, relire Lefebvre est un moyen de refonder la Praxis !"

Une lecture à la fois agréable, passionnante et suggestive. Qui démontre que, ce dont a besoin aujourd'hui Lefebvre, c'est moins de biographes autorisés ou d'exécuteurs testamentaires gardiens du temple, que d'être relu pour mieux penser l'actuel dans le prolongement de sa pensée encore trop ignorée et négligée en France, alors que ce n'est plus le cas partout ailleurs dans le monde. Hugues Lethierry, **Penser avec Henri Lefebvre, sauver la vie et la ville ?** Chronique Sociale, Lyon, 2009, 314 p., 16,90 € J-Y Martin

(1) Laurence Costes, "LIRE Henri Lefebvre : Le droit à la ville, vers la sociologie de l'urbain", Ed. Ellipses, 2009

LIRE

Chute du Mur : 20 ans déjà...

Marc Ferro est un historien renommé, spécialiste de l'époque contemporaine et, notamment, de la Guerre mondiale et des pays longtemps dits "de l'Est". Selon le principe de cette collection, l'expert est censé répondre aux questions de quelqu'un d'une génération beaucoup plus jeune, ici sa petite fille. L'acuité des questions posées laisse cependant un peu songeur.

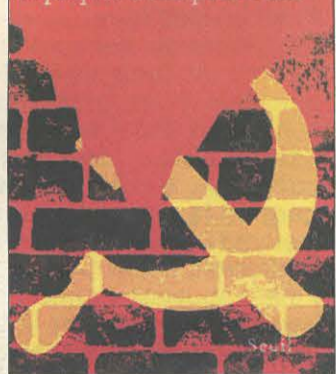
Entre 1961 et 1989 le mur de Berlin a été le symbole, sinon de la Guerre froide commencée bien avant, du moins du face-à-face Est-Ouest, que ce soit pendant la Détente ou la Nouvelle guerre froide. Et, au-delà de l'édification du Mur en 1961, les questions s'élargissent : comment ce mur a-t-il pu survivre si longtemps ? Quelles sont les causes de la chute et de l'effondrement du communisme ? Etant entendu qu'ici la confusion fréquente entre communisme comme type de système étatique daté à l'Est et un courant historique de pensée philosophico-politique, dont l'actualité se réaffirme, reste patente, avec l'arrière-pensée que la chute de l'un entraîne nécessairement la disparition de l'autre.

L'auteur souligne cependant un constat : celui d'un renversement dans la médiatisation du mur. D'abord quasi ignoré jusqu'en 1989, il n'est alors évoqué que sous la forme de chroniques et d'anecdotes dramatiques sur les "fuites à l'Ouest". C'est surtout sa chute qui le transforme en évènement, et il envahit dès lors les écrans en devenant, principalement sur Arte, un sujet "d'histoire-mémoire". Finalement, la commémoration l'emporte sur l'histoire, à base de compassions, de désillusions post-réunification, pouvant même aller jusqu'à l'"Ostalgie", la nostalgie de l'Est.

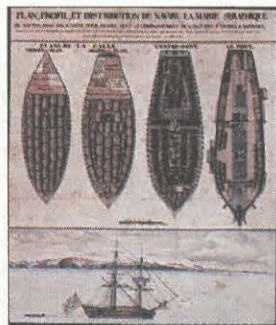
Ce petit livre tente donc de combler ce grand manque en examinant « les liens entre la chute du mur et celle du communisme à l'Est et en URSS ». Il comprend une liste de brefs portraits des principaux "protagonistes" des évènements ainsi qu'une chronologie de 1945 à 1991.

Un ouvrage utile qui, vingt ans après, offre un éclairage synthétique sur l'un des plus grands bouleversements de l'histoire contemporaine. Marc Ferro, **"Le mur de Berlin et la chute du communisme, expliqués à ma petite-fille"**, Seuil, Août 2009, 125 pages, 8 €

Marc Ferro
Le mur de Berlin et
la chute du communisme
expliqués à ma petite-fille



VOIR...



Traite négrière la traversée

Pour ses premières Rencontres Histoire de cet automne le musée du château des Ducs de Nantes organise un temps fort à partir du 3 octobre sur la traite négrière, et plus particulièrement sur la thé-

matique de la traversée.

A l'occasion d'un travail de recherche mené par l'équipe de la Conservation du château sur La Marie-Séraphique, navire négrier devenu emblématique du commerce triangulaire nantais. Avec, du 3 octobre 2009 au 3 janvier 2010 : un nouveau regard sur le parcours dans les salles 8 à 18 du musée; des visites commentées et des visites sensorielles; un cycle de conférences et une projection-débat, le jeudi soir à 18h30. Infos : www.chateau-nantes.fr

MÉDIAS

TV numérique

Le passage à la télé tout numérique, sera obligatoire d'ici à fin 2011.

La TNT, télévision numérique terrestre, lancée début 2005, permet déjà de recevoir 18 chaînes, presque gratuitement, hors coût de l'adaptateur TNT et du changement d'un poste trop ancien. Ce qui n'est pour l'instant qu'une possibilité de réception deviendra une obligation d'ici à la fin 2011. Le signal analogique actuel sera en effet "définitivement arrêté sur l'ensemble du territoire", à partir de février

2010.

Or, le signal analogique hertzien est encore utilisé comme source unique par 17 % de foyers, les autres étant déjà équipés d'une parabole, d'une box, du câble, de la fibre optique ou reçoivent déjà la TNT. Pour le "public prioritaire", principalement des personnes de plus de 70 ans, pas de numérique = plus de télé. Qu'importe, si on vante le confort d'utilisation, "meilleure image, meilleur son", c'est avant tout la libération des fréquences qui intéresse gouvernement et industriels. Car pour diffuser le même programme, de meilleure qualité, il faut "quatre à cinq fois

moins de fréquences". Nouvelle manne pour les quelques géants du secteur qui ne manqueront pas de répondre



aux appels d'offres. "La loi prévoit 95 % de couverture", explique le président du CSA, Michel Boyon. Les 5 % de malchanceux qui habitent ces "no man's land" (cuvettes, zones

de montagne) seront en principe aidés. Une enveloppe de 40 millions d'euros pourrait être débloquée pour aider à financer l'achat (entre 25 et 250 euros selon les cas) de paraboles ou adaptateurs TNT.

Mais il restera sans aucun doute des "sans-télé". « Le chiffre de 100 % n'est pas raisonnablement atteignable, estime Michel Boyon. Pour gagner 1 %, il faut des centaines d'émetteurs. » Un problème qui n'est sans doute pas près d'être réglé.

près de vous

Nantes

Les élu-e-s communistes Nantais solidaires du peuple guinéen

Alors que la junte militaire au pouvoir en Guinée réprime dans le sang l'opposition Cornaky, les élus communistes de Nantes s'indignent contre les exactions commises. Ils rappellent la forte solidarité des nantais avec la Guinée, notamment au travers de projets de coopération engagés entre Nantes, la communauté urbaine et la ville de Kindia. Outre les violences commises ils mettent le doigt sur les risques sanitaires et attendent du gouvernement français une ferme condamnation du régime de la junte militaire.

Rezé

Démocratie participative

A l'occasion du vote d'une subvention demandée par le conseil de quartier de la Houssais, les élu-e-s communistes ont rappelé leur attachement à la démocratie participative. Terme extrêmement galvaudé, souvent invoqué mais rarement mis en œuvre.

Pourtant à l'heure où le gouvernement « impose arbitrairement et violement des décisions injustes, centralisatrice et antidémocratiques », il est urgent de réintroduire les citoyens dans la vie politique de la cité et de dépasser le simple stade de la concertation.

Nantes Métropole

Les 18 maires de la majorité soutiennent le transfert de l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes



« Pour la sécurité, le développement durable, l'accessibilité du grand ouest et la croissance de notre territoire », voilà ce que réaffirment les 18 maires de la majorité de Nantes Métropole pour le transfert de l'aéroport de Nantes-Atlantique à Notre-Dame-des-Landes. Projet d'aménagement d'envergure il sera le moteur du développement d'autres infrastructures de transport notamment « une liaison ferroviaire rapide et cadencée entre Rennes et Nantes via NDDL ». Ces maires rappellent à leurs détracteurs que ce projet qui s'inscrit dans le grenelle de l'environnement va permettre le développement de zones entières dans le Sud-Loire et ainsi favoriser la lutte contre l'étalement urbain.

L'invitée

■ Réinventer les collectivités territoriales !

Les 3 et 4 octobre dernier ont eu lieu les dernières rencontres de l'ANECR à Dijon. Le thème principal de ces deux journées de formation et d'échange entre élu-e-s était : « **Quelle réforme institutionnelle pour répondre aux exigences sociales environnementales et citoyennes ? Notre priorité : Les droits humains !** » 10 élu-e-s de Loire-Atlantique se sont rendus à Dijon, Valérie VILLEMAINE, conseillère municipale de Bouguenais, témoigne.

Les rencontres nationales de Dijon ont été un moment fort dans les débats auxquels sont confrontées les collectivités territoriales. La diversité des thématiques abordées nous a donné à réfléchir sur les enjeux de citoyenneté, de démocratie, de développement de nos territoires dans un contexte très lourd, voir pesant, pour l'ensemble de nos collectivités. Ce contexte, nous le devons au projet de réforme territoriale qui risque de s'abattre sur nous ; et ce ne sera pas sans conséquence, ni dans nos prérogatives d'élus, ni pour les citoyens. Ces journées nous ont permis d'appréhender les enjeux futurs, mais aussi de prendre en compte la casse d'ores et déjà organisée de notre système démocratique : via les multiples désengagements de l'Etat, la suppression de la taxe professionnelle...

Un constat s'impose en premier lieu : **le gouvernement souhaite reprendre la main sur des collectivités territoriales majoritairement gérées par la Gauche.** Et s'il ne s'agissait que de cela ! Car bien plus, **l'idée est de museler les échelons primordiaux de notre système démocratique.** Dans l'atelier auquel j'ai participé – sur le thème de la citoyenneté – nous avons constaté la dérive autoritaire des projets proposés par le gouvernement. Cela est inacceptable ! A l'inverse nous devons développer des formes de démocratie participative en intégrant les populations les plus éloignées de la pratique politique. Ne pas confondre démocratie représentative et privatisation des enjeux politiques, nous a semblé essentiel. Aussi, quand le gouvernement s'attaque aux collectivités territoriales il s'en prend de fait aux services publics locaux ainsi qu'aux personnels qui mettent en œuvre ces services. Il en serait donc fini de la logique d'égalité et de solidarité, la norme serait la mise en concurrence généralisée des services -autrefois publics- et des territoires.

Ce dont nous sommes collectivement persuadés, c'est que la résistance s'impose et avec autant d'urgence que le gouvernement va vite, très vite. La mobilisation pour la sauvegarde de la poste a été une mobilisation d'ampleur, sachons à nouveau travailler avec les citoyens, les syndicalistes pour faire reculer la droite. Menons de front toutes les batailles : réforme territoriale, finances locales, services publics !



Valérie VILLEMAINE

Conseillère municipale de Bouguenais

L'activité

■ Montoir-de-Bretagne

Daniel LE BARILLEC écorne la politique culturelle du gouvernement

L'adjoint à la culture de Montoir-de-Bretagne, Daniel Le BARILLEC, n'a pas hésité alors qu'il appréciait le travail des associations montoirines -consacré à définir un projet culturel pour la ville- à dénigrer les politiques culturelles et sportives du gouvernement. « **jamais les activités artistiques et culturelles n'ont été aussi menacées, précarisées et bafouées dans notre pays** » assène-t-il. Baisse des crédits liés à la création, coupe sombre dans les subventions, il faut bien reconnaître la morosité du monde culturel ces temps-ci. Tout ceci associé à la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) « **qui supprimera des centaines d'emplois au ministère de la culture** ». La situation est identique en ce qui concerne le sport : CREPS fermés, direction de la jeunesse et des sports dissoute, postes de professeurs d'EPS non renouvelés, financements de grands équipements sportifs au détriment de petits équipements de proximité... Pourtant, comme dans bien d'autres domaines « **les collectivités territoriales constituent les principaux financeurs de la culture en France (7 milliards d'euros en 2006). La compétence générale dont dispose chaque collectivité a généré des milliers de projets culturels [...] c'est grâce à elle que s'exprime, par des financements croisés, des grandes villes comme aux villages, une dynamique artistique et culturelle unique !** »

■ Conseil Général

STX : Roger DAVID interpelle le premier ministre

La situation dans laquelle se trouvent les chantiers S.T.X. France de Saint-Nazaire et Lorient a de quoi préoccuper. En effet, le carnet de commande est au plus bas avec les incidences que l'on peut craindre en matière d'emploi. Roger DAVID Conseiller Général communiste du canton de Montoir-de-Bretagne s'est souvent fait insistant sur ce sujet, depuis des mois déjà il tire la sonnette d'alarme. **Il a donc décidé d'alerter Mr François FILLON sur les enjeux que constituent les chantiers navals sur le bassin d'emploi et plus largement en matière de transport maritime.** Un seul emploi dans la construction navale en génère 8 à 9 autres, précise le Conseiller Général à l'attention du Premier Ministre. Il en appelle également au poids de l'Etat pour la conclusion des commandes. Aussi, il pointe du doigt le vide politique en matière maritime alors que 80% du commerce est assuré par bateau. D'un vide à l'autre il dénonce également l'aveuglement de la direction des chantiers qui n'a pas misé sur la diversification de la production. « **étudier, construire, réparer, déconstruire les futurs ferrys rapides, les pétroliers à double coques, les portes conteneurs pouvant remonter les fleuves au cœur des villes ou des paquebots respectueux de la planète, tout cela demande des investissements humains et financiers. Il en va de même pour tout ce qui concerne la modernisation des chantiers et des ports.** » Autant de pistes de travail pour l'Etat actionnaire des Chantiers qui 9% du capital.

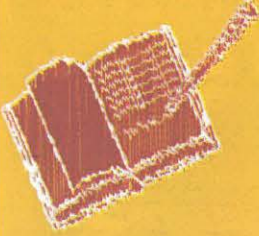
■ Saint-Herblain

Projets Educatifs Locaux contre politique gouvernementale

L'adoption du Projet Educatif Local (PEL) de la ville de Saint-Herblain a donné l'occasion à Serge PLISSONNEAU, adjoint au Maire de la ville, de s'interroger sur la politique gouvernementale en matière d'accueil de la petite enfance. Dans son intervention, il met en garde contre les projets gouvernementaux qui, dans leurs finalités, mettent des bâtons dans les roues des PEL, si ambitieux soient-ils. Pour l'élu, « **les projets gouvernementaux pour les modes d'accueil et l'école maternelle convergent vers une dégradation des dispositions existantes, au détriment des familles et des besoins fondamentaux des enfants** ». A l'inverse des dispositifs mis en œuvre par le gouvernement l'élu exige : « **le maintien et l'amélioration des taux de personnels qualifiés, l'arrêt des suppressions de postes dans l'éducation nationale, le renforcement et le développement des structures et des dispositifs publics ou à but non lucratifs.** Autre grief, contre la proposition de loi Carle. Celle-ci contraindrait les communes à financer la scolarité des enfants inscrits dans des établissements privés hors de leur commune : La laïcité selon Sarkozy !



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Conseil national

Samedi 24 et dimanche 25 octobre : Réunion du Conseil national du PCF.

Conseil départemental

Mardi 27 octobre : Réunion du Conseil départemental à 18H30 à la Fédération.

Comité régional

Mercredi 28 octobre : Réunion du Comité régional du PCF à 19H00 à Angers.

St Nazaire

Jeudi 29 octobre : Réunion du comité local à 18H00 à la section.

Vente militante de la nouvelle formule de l'Humanité

Le 13 octobre, pour la sortie de la nouvelle formule de l'Humanité, les militants communistes ont fait connaître les innovations du quotidien national. Ce sont plusieurs dizaines d'exemplaires de l'Humanité qui ont été vendus aux portes des entreprises comme Airbus ou la BN mais aussi sur les sites de la gare de Nantes ou la MAN. L'outil informationnel, le journal progressiste qui porte les luttes et des propositions pour une alternative politique et économique est essentiel à l'analyse et à la compréhension de notre société et du monde.



Parce qu'il sort des sentiers battus du paysage médiatique actuel, l'équipe des Nouvelles de Loire-Atlantique lui souhaite beaucoup de succès.

Les ateliers de la gauche

Le PCF a lancé des ateliers thématiques de la gauche, des espaces d'échanges et de débats avec d'autres forces de gauche et acteurs du mouvement social qui ont accepté d'y participer. Ces ateliers ont pour objectif de travailler sur le contenu d'un projet politique alternatif ancré à gauche. Pendant tout le mois d'octobre, 10 ateliers sur des questions comme les nouveaux modes de développement, les services publics, l'éducation et la formation, la démocratie, le climat ou encore la fiscalité et les financements publics vont donner lieu à des confrontations d'idées pour converger vers des propositions communes aux forces de gauche afin d'engager l'indispensable bataille politique contre la droite. Pour notre région, un atelier sur les questions de fiscalité et de financements publics aura lieu le **Jeudi 22 octobre à 18H30, salle du Hutreau à St Gemmes sur Loire dans le Maine et Loire**. Il s'agira de réfléchir à la création d'une fiscalité qui soit réellement tournée vers la répartition des richesses et d'ouvrir des pistes à des financements publics qui répondent aux aspirations et aux objectifs sociaux.

Dans le prolongement de la proposition de Marie-George Buffet à la fête de l'Humanité de tenir des Ateliers de la gauche, nous vous invitons à participer à l'atelier :



FISCALITÉ ET FINANCEMENT PUBLICS !

JEUDI 22 OCTOBRE 2009
SALLE DU HUTREAU
Chemin du Hutreau
Saint-Gemmes-sur-Loire

18h30 - 20h00
Quelle réforme de la fiscalité ?
20h00 - 21h30
Le financement public, un enjeu !

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
Commission paritaire: N° 0310 | 86504
Imprimerie: IMPRAM Lannion
Composition: SEM Locminé
Responsable de la rédaction: Aymeric SEASSAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36
e-mail: nlapublicite@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:
Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Michel DEJEU
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE
Manu BLASCO
Jérôme TURMEAU



Vite lu...

Revue Economie et Politique



Pour mieux comprendre et analyser la situation économique internationale, l'état des entreprises, les luttes pour défendre l'emploi ou les grands enjeux pour notre protection sociale, la revue économie et politique a édité un nouveau numéro. La Fédération du PCF en a commandée plusieurs exemplaires qui seront disponibles très prochainement. **Vous pouvez passer votre commande au 02 40 35 03 00.**



Le 9 octobre, le banquet organisé par les jeunes communistes « 50 ans de révolution à Cuba » s'est déroulé dans une ambiance conviviale, propice à la discussion et au débat. Cette ren-

contre a notamment été l'occasion pour Igor Zamichiei (coordinateur national de l'UEC) de souligner l'importance des voyages de solidarité dans le mouvement communiste.

